



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'Anjou

Saint-Barthélemy-D'Anjou, le 27 juin 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

APROCHIM

ZI La Promenade
BP 13
53290 Grez-En-Bouère

Références : EC-2025-289-INSP-APROCHIM-Grez-en-Bouère-RAP

Code AIOT : 0006301051

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/06/2025 dans l'établissement APROCHIM implanté ZI LA PROMENADE 53290 GREZ-EN-BOUERE. L'inspection a été annoncée le 05/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel du contrôle des installations classées. Elle a porté sur le thème d'actions nationales et régionales relatifs aux travaux par points chauds et aux vérifications électriques des installations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APROCHIM
- ZI LA PROMENADE 53290 GREZ-EN-BOUERE
- Code AIOT : 0006301051
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Aprochim exploite des installations de traitement de déchets (matériels et matériaux) contaminés aux PCB. L'effectif actuel est de 19 salariés. Elle est autorisée par arrêté préfectoral du 30/06/2006 modifié et complété, en particulier, par les arrêtés préfectoraux complémentaires suivants :

- APC du 28/07/2014 ;

-APC du 27/10/2017 ;

-APC du 15/11/2019

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds

- AR – 1 vérification des installations électriques

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	30 jours
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	30 jours
13	AR1 – plan d'action suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
16	AR1 – Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	90 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
5	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	Sans objet
6	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	Sans objet
7	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
8	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
9	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
10	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet
11	AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E	Sans objet
14	AR1 – Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	Sans objet
15	AR1 – État général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant dispose d'une organisation (documents, formation et suivi) pour répondre aux exigences en matière de prévention des risques pour les "travaux par points chauds" et pour la vérification électrique de ses installations.

Une non-conformité fait, cependant, l'objet d'une proposition de mise en demeure dans l'attente de sa résorption. En effet, les observations signalées dans le rapport de vérification électrique des installations (dont une datant de 2024) n'ont pas été corrigées suite à des difficultés de planifier une intervention par le prestataire extérieur sollicité. Il appartient à l'exploitant de faire faire les remises en état nécessaires dans un délai raisonnable. Par courriel du 17/06/2025, ultérieur à la visite, l'exploitant a indiqué que l'intervention aura lieu la première semaine de juillet 2025 (dans une semaine).

Cette visite a également permis de constater le démantèlement complet des enceintes Vi dans le hall 2 et la mise en œuvre d'une résine sur le sol Hall 2.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent</p>

Constats :

L'exploitant a identifié les zones à risque dans le cadre de son étude des dangers (dernière mise à jour en 2023).

Lors de la visite d'inspection, il a indiqué que les consignes de sécurité sont identiques au hall 2, hall 3 et affichées dans les différentes zones (vu les consignes de sécurité signées le 07/01/2025 - exemple : interdiction d'apport de point chaud, conduite à tenir en cas d'incident, etc...).

Pour les risques particuliers liés à l'activité, des consignes spécifiques sont ajoutées et affichées en zone (port des EPI, zone ATEX, etc.)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]

Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :

[...]

- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les consignes de sécurité sont affichées aux endroits de passage du personnel et à proximité des postes de travail.

L'exploitant a indiqué avoir mis en place des systèmes de type talkie-walkie pour améliorer la communication. Ils servent également à la communication en cas de problème sur le site. Ces numéros n'étaient pas identifiés dans la liste des personnes à contacter en cas d'incident, sinistre mentionnées dans les consignes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour les consignes d'exploitation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

Constats :

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté l'affichage des consignes. Les interdictions sont affichées également en entrée de site et les consignes de sécurité sont fournies lors de l'accès au site aux personnes étrangères.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que l'affichage relatif à l'interdiction d'apporter le feu sous forme quelconque et l'obligation de disposer d'un permis feu soit réalisé en tout point nécessaire sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;

- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

[...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Constats :

L'exploitant a présenté la procédure nommée 000_S3 du groupe Chimirec relative à la "gestion des périodes travaux" V2 le 28/05/15 établie dans le cadre de la gestion des modifications. Cette procédure décrit les documents et étapes préalables obligatoires à tous travaux (plan de prévention, analyse des risques préalable à l'intervention, délivrance du permis feu ou de travail..).

Les documents consultés par sondage (plan de prévention, permis-feu) pour les travaux effectués au cours du premier trimestre de l'année étaient présents.

L'exploitant a indiqué lors de la visite d'inspection que l'obligation du permis feu est appliquée sur tout le site quelle que soit la zone même si celle-ci n'est pas identifiée à risque.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention
Prescription contrôlée : Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés : [...] 4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. [...]
Constats : L'exploitant a présenté son document relatif à l'élaboration d'un plan de prévention au sein du groupe. Il regroupe les étapes et les pièces obligatoires pour établir un plan de prévention. Ce document est utilisé à des fins de présentations/formations.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le document ne détaille pas toujours le "qui fait quoi?" au sein de l'entreprise. Il pourrait être complété par ce volet qui est, par ailleurs, décrit dans la procédure mentionnée au point de contrôle précédent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions du plan de prévention

Référence réglementaire : Décret du 07/03/2008, article /
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention
Prescription contrôlée : Article R4512-8 du Code du travail Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes : 1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; 2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; 3. Les instructions à donner aux travailleurs ; 4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ; 5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.

Constats :

Il a été vu par sondage le plan de prévention n°2 du 07/01/2025 établi en lien avec le permis feu du 07/01/2025. Ces travaux ont été menés dans la cadre du démantèlement des enceintes.

Ce plan indique sous forme de cases à cocher :

- les phases d'activité dangereuses et les moyens de prévention spécifiques (port des EPI, découpe au plasma, etc) identifiés ;
- les matériels, installations et dispositifs, la nature des opérations à réaliser (tableau avec les différentes tâches par ligne avec les moyens envisagés et les risques induits ainsi que les mesures de prévention) ;
- les instructions à donner aux travailleurs (port d'EPI, habilitations vérifiées, personnes référente du site d'Aprochim, zone, balisage, moyens de lutte contre l'incendie à disposition, détection, etc) et l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence (personnes et numéros à contacter)
- les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité : il est exigé une connaissance du plan de prévention en cas de recours à une entreprise sous-traitante par l'entreprise extérieure (celle-ci doit également signer le plan de prévention).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :

- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;
- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

[...]

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

Constats :

Il a été consulté par sondage les permis-feu lors du chantier de démantèlement des enceintes dans le Hall 2.

Par exemple :

- le permis feu du 07/01/2025 pour la mise en œuvre de la découpe au plasma des enveloppes des enceintes Vi5, 6 et 3. Ce permis-feu dispose des signatures de l'ensemble des parties. Les consignes particulières (présence d'un salarié d'Aprochim pendant toute la durée des travaux, port des EPI, maintien des portes fermées...), les moyens disponibles (extinction, moyens d'alerte...) ainsi que les dispositions préventives à mettre en œuvre (balisage...) y sont mentionnés ;
- le permis feu du 23/05/2025 (avec risque incendie et amiante) est rempli et signé également. Le

port d'EPI obligatoire a été oublié dans les consignes particulières.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de vérifier les permis-feu récents pour s'assurer que cet oubli de mention du port des EPI est ponctuel et n'est pas reproduit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Travaux et sous traitance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sous traitance
Prescription contrôlée :
<p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <p>[...]</p> <p>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</p>
Constats :
<p>Le recours par les entreprises extérieures à des sous-traitants est pris en compte lors de la réalisation du plan de prévention tel que prévu par la procédure 000_S3. Il est obligatoire, selon la procédure, que ces sous-traitants prennent également connaissance et qu'elles signent le plan de prévention.</p> <p>De même, les habilitations et autres formations requises sont exigées par Aprochim pour les sous-traitants telles qu'elles le sont pour les entreprises extérieures.</p> <p>Il a été vu la zone prévue pour la signature de l'entreprise sous-traitante sur le plan de prévention. Il n'a pas pu être consulté d'exemples sur 2025 (pas de cas de figure).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Formation
Prescription contrôlée :
<p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>

Constats :

L'exploitant a indiqué que des sensibilisations au risque, une campagne de sécurité (mensuelle) et des « causeries » sont effectuées. Au cours de ces dernières ce sujet est évoqué et les obligations sont rappelées. Une présentation sur l'élaboration des plans de préventions a été montrée lors de la visite d'inspection.

Vu le compte-rendu de la dernière causerie du 03/02/2025 avec 13 participants qui a évoqué les sujets suivants : réunion production, accidentologie groupe, travaux par points chauds.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que le livret d'accueil pour les nouveaux arrivants mentionne également les informations préalables et nécessaires sur ce volet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Fin de travaux

Prescription contrôlée :

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

Constats :

Il est prévu une surveillance systématique à la fin du chantier par le technicien « maintenance » (avec vérifications des points chauds).

Sur les permis-feu vus par sondage, il est constaté que les encadrés relatifs :

- au contrôle de la zone de travail et de ses abords à la fin de travaux

- et à la clôture du permis-feu (2h après la fin des travaux)

ont été signés par deux personnes différentes (clôture du permis-feu signée par le responsable).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E

Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques - Fréquence

Prescription contrôlée :

Installations électriques.

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NF C 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les

matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

E.-Conditions d'application du présent article.

Les dispositions du point A sont applicables au 1^{er} juillet 2023.

Constats :

L'exploitant fait contrôler ses installations électriques annuellement par l'entreprise DEKRA.
Le dernier rapport date du 13/01/2025. De même, le Q18 en date du 06/01/2025 a été présenté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : AR1 – Fréquence de vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A et 66-E

Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention

Prescription contrôlée :

Installations électriques.

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

E.-Conditions d'application du présent article.

Les dispositions du point A sont applicables au 1^{er} juillet 2023.

Constats :

En préambule du rapport, il est précisé le cadre de la vérification réalisée du 09/01/2025 au 10/01/2025. Il est également précisé :
– qu'aucune modification ou extension ou nouvelle affectation n'a été signalée ;

– que le plan de zonage ATEX et le plan de vérification initial ont été présentés par Aprochim.
Aucune limite d'intervention n'est mentionnée.

L'exploitant a également indiqué, lors de la visite, qu'aucune modification n'a été apportée aux installations (hormis le démantèlement des enceintes pour lequel les déconnexions électriques avaient déjà été effectuées auparavant).

Il indique également que le vérificateur des installations électriques est systématiquement accompagné par du personnel d'Aprochim.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant pourra solliciter le vérificateur des installations électriques sur l'absence de mention des limites d'intervention éventuelles dans le rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : AR1 – plan d'action suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel (Am) du 04/10/2010, article 66-A et 66-E et art 36.1 de l'arrêté préfectoral (AP) du 30/06/2006

Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Limites d'intervention

Prescription contrôlée :

Art 66 de l'AM du 04/10/2010 Installations électriques :

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

E.-Conditions d'application du présent article.

Les dispositions du point A sont applicables au 1^{er} juillet 2023.

Art 36.1. Vérification périodique – Arrêté préfectoral du 30 juin 2006 modifié :

Les installations électriques ainsi que les mises à la terre des appareils doivent être réalisées par des personnes compétentes, avec du matériel normalisé et conformément aux normes applicables.

L'installation ainsi que les prises de terre sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent et maintenues en bon état.

Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Le rapport du 13/01/2025 mentionne deux non-conformités dont une déjà signalée en 2024 :

- « dispositif du transformateur d'alimentation du site n'est pas sécurisé après coupure éventuelle électrique "Haute-tension" »
- et, une autre observation relative à une fuite de diélectrique constatée sur la vanne du transformateur (vu en 2025).

Ces deux observations sont classées en U2 "écart technique concernant la protection des personnes ou des biens [...] et nécessitant une action corrective à court terme."

L'attestation du Q18 en date du 06/01/2025 conclut que les non-conformités signalées peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion".

L'exploitant a présenté son système de suivi des observations et non-conformités relevées. Il dispose d'un système informatique de suivi appelé "Sherlock". Ce dispositif a été consulté par sondage. Ce suivi est basculé vers la GMAO dans le cadre du suivi des équipements par l'équipe maintenance. Selon les éléments relevés lors de la visite, les actions correctives sont bien identifiées et enregistrées dans Sherlock. L'exploitant a sollicité Dalkia Electrotechnics pour remédier à ces non-conformités et a indiqué avoir des difficultés depuis 2024 à obtenir une date d'intervention suite à une surcharge de travaux de la société.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a sollicité à nouveau Dalkia Electrotechnics qui confirme par courriel du 16 juin 2025 intervenir la première semaine de juillet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre :

- le devis pour l'intervention ;
- le bon de commande ;
- et, une fois l'intervention terminée, les justificatifs de mise en conformité des installations.

Ces points constituent des non-conformités majeures, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 90 jours

N° 14 : AR1 – Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A

Thème(s) : Actions régionales, Vérification des installations électriques – Thermographie

Prescription contrôlée :

A.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NF C 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

Constats :

Les contrôles périodiques, en plus des contrôles réalisés annuellement par un prestataire externe, sont effectués par le service maintenance. C'est ce service qui a en charge le suivi et l'entretien des

équipements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : AR1 – État général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1^{er} juillet 2023.

...

Constats :

Lors de la visite d'inspection sur le site (hall 2, hall3 et local transformateur), il n'a pas été constaté d'empoussièrement important.

Le hall 2 nécessite un nettoyage du sol mais, celui-ci est programmé selon l'exploitant (fin de travaux).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : AR1 – Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thème(s) : Actions régionales, vérification des installations électriques -Zones ATEX

Prescription contrôlée :

Matériels utilisables en atmosphères explosibles.

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions du articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Le zonage ATEX est affiché. Les zones Atex identifiées dans le hall 2 sont celles des zones de charge des chariots élévateurs. Le marquage au sol de ces zones est en cours suite à leur déplacement et aux travaux liés à la mise en place de la résine dans le hall 2.

Lors de la visite du hall 2 et 3, il n'a pas été constaté de présence de moteurs électriques présents dans les zones Atex.

Il appartient à l'exploitant de s'assurer que les matériels électriques, chariots etc présents en zone Atex sont compatibles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de procéder à cette vérification et de tenir informée l'inspection des conclusions de cette vérification et des actions correctives éventuelles réalisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 90 jours